

CONTRE LA CASSE DU SERVICE PUBLIC DE LA CULTURE, MOBLISONS-NOUS !

“La culture coûte chère ? Essayez l’ignorance !”. Face au risque grandissant de démantèlement du service public du spectacle vivant, mobilisons-nous !

- 100 millions pour le ministère de la Culture !

Après avoir annoncé un budget 2025 qui serait reconduit à l’identique par rapport à 2024 (ce qui revient à une baisse du fait de l’inflation), le gouvernement a fait le choix, par voie d’amendements, de réduire de 100 millions d’euros la dotation du ministère de la Culture ! Si cette mesure passe, le ministère aura ainsi été amputé de plus de 500 millions d’euros en moins d’un an ! Alors que les levers de rideau diminuent dans beaucoup d’établissements labellisés, menaçant ainsi les volumes d’emploi et la diversité artistique, faisons entendre notre voix pour que cesse cette casse sans précédent de la politique ministérielle concernant le spectacle vivant !

- 8 milliards pour les collectivités territoriales !

Les collectivités territoriales, qui pour rappel financent 70% du spectacle vivant public, sont les grandes victimes des errements budgétaires du gouvernement, qui prévoient de diminuer de plus de 8 milliards d’euros leurs dotations pour 2025. Sans surprise, la culture est parmi les premières lignes budgétaires sacrifiées. A titre d’exemple, la région des Pays de la Loire a d’ores et déjà annoncé une baisse de 73% du budget alloué à la culture (et d’autres collectivités semblent lui emboîter le pas). C’est tout un écosystème qui est menacé de disparition pure et simple, et les salarié·es seront les premier·es à en faire les frais. Pourtant, Rachida Dati avait annoncé que pas 1€ ne manquerait dans les territoires...

Menace sur les aides à l’emploi dans le spectacle vivant !

En 2016, la CGT spectacle a obtenu la création d’un fonds d’aide à l’emploi dans le spectacle, baptisé FONPEPS. Ce fonds permet de financer des aides à l’embauche en CDI ou CDD, ainsi que des aides à l’emploi du plateau artistique dans des petites jauges. Nous savons d’ores et déjà qu’en 2025, il n’y aura plus d’argent à compter du mois de septembre (au plus tard) pour permettre de salarier des personnels technique, administratif et d’accueil.

Il n’y a pas de fatalité !

Refusons ce projet de démantèlement du service public de la culture !

**Les 5 et 19 décembre,
faisons grève
et rassemblons-nous !**